

Réponse aux questions du Comité sénatorial permanent des banques, du commerce et de l'économie

Sénateur Loffreda

Statistique Canada conserve-t-il des données sur la concurrence? Bien que la concurrence soit très difficile à définir, avons-nous des données sur la concurrence?

Non seulement cela, avons-nous des données sur les fusions et les acquisitions qui ont été permises au cours des années précédentes? Nous pouvons probablement nous pencher sur la question et améliorer la politique à l'avenir en ce qui a trait à la concurrence. Y a-t-il un rôle que vous pouvez jouer ou des données que vous pouvez fournir à l'avenir pour que nous soyons plus préoccupés et au courant de ce qui se passe et informés au sujet de la concurrence pour améliorer la situation du Canada?

Dans le cadre de son programme de la statistique économique, Statistique Canada ne diffuse pas régulièrement des données sur la concentration industrielle qui pourraient être utilisées pour effectuer un suivi de la variation de l'intensité de la concurrence. L'organisme procède à la collecte et à la diffusion de données sur la concurrence dans le contexte d'enquêtes-entreprises spéciales. Par exemple, l'Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise permet d'interroger les répondants à propos des principaux changements dans leur environnement concurrentiel, lesquels peuvent être utilisés pour examiner les différences dans leur position stratégique et leurs activités liées à l'innovation.

Le Bureau de la concurrence a récemment publié un rapport qui mettait en évidence les baisses d'intensité concurrentielle au Canada au cours des deux dernières décennies. Statistique Canada a entrepris une nouvelle recherche qui porte sur les répercussions d'une concurrence plus faible sur la productivité du Canada. Elle conclut qu'une plus faible concurrence pourrait nuire à la croissance de la productivité, essentiellement par l'entremise d'une baisse des investissements et de l'innovation.

Statistique Canada a également publié un rapport à la fin de l'année 2023 qui examine en détail l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis. Le rapport a indiqué que la concurrence plus faible dans l'industrie de l'information et l'industrie culturelle (qui comprennent les télécommunications) a contribué à l'écart. Une concurrence moindre permet aux entreprises dominantes d'acquérir un pouvoir de marché et de fixer des prix plus élevés sans craindre que des concurrents n'offrent des prix inférieurs, ce qui entraîne une hausse des prix pour les consommateurs et les entreprises.

Voici quelques sources d'information :

[Le Quotidien — Quels sont les facteurs qui ont contribué au ralentissement des investissements au Canada après le milieu des années 2000? \(statcan.gc.ca\)](#)

[Un rapport du Bureau de la concurrence révèle que l'intensité concurrentielle est en déclin au Canada - Canada.ca](#)

[Disparité entre le Canada et les États-Unis au chapitre de la croissance de la productivité après l'an 2001 : le rôle de l'industrie des services d'information et culturels \(statcan.gc.ca\)](#)

Fusions et acquisitions

Statistique Canada diffuse des données sur les transactions de fusions et acquisitions transfrontalières en tant que composante des statistiques sur l'investissement direct publiées dans la balance des paiements internationaux. Les données agrégées sur la valeur des transactions d'investissement direct transfrontalier — tant l'investissement direct canadien à l'étranger (investissement à l'étranger) que l'investissement direct étranger au Canada (investissement de l'étranger) — sont publiées trimestriellement et classent les transactions d'investissement dans trois groupes : bénéfiques réinvestis, fusions et acquisitions et autres flux. Les flux d'investissements agrégés sont aussi ventilés pour certains pays et certaines industries.

Les estimations annuelles du stock d'investissements directs étrangers au Canada et d'investissements directs canadiens à l'étranger sont aussi diffusées.

D'une manière générale, la valeur des acquisitions canadiennes des entreprises étrangères a systématiquement excédé celle des acquisitions étrangères des entreprises canadiennes depuis 2012. Le Canada est un pays prêteur net d'investissement direct étranger (IDE), ce qui signifie que le stock d'investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) est supérieur au stock d'investissements directs étrangers au Canada (IDEC). La différence entre le stock d'IDCE et d'IDEC s'est accentuée au cours des dernières années, notamment en raison de l'activité de fusions et d'acquisitions.

Voici quelques sources d'information :

[Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, trimestriel \(statcan.gc.ca\)](#)

[Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord \(SCIAN\), trimestriel \(statcan.gc.ca\)](#)

[Le Quotidien – Investissement direct étranger, 2022 \(statcan.gc.ca\)](#)

Le programme de la statistique économique de l'organisme publie également des données annuelles sur les activités des entreprises multinationales, qui différencient les multinationales étrangères et les multinationales canadiennes. Ces données fournissent des estimations de la part de différents types d'activité économique que représentent les multinationales, y compris le produit intérieur brut, l'investissement, les emplois, la recherche-développement, les exportations et importations de marchandises et les recettes et paiements pour les flux de technologie transfrontaliers.

Notes supplémentaires :

- Les multinationales étrangères qui exercent leurs activités au Canada représentent plus de 60 % de l'ensemble du commerce de marchandises canadiennes
- Les entreprises multinationales étrangères et canadiennes qui exercent leurs activités au Canada emploient près de 5 millions de personnes, ce qui représente près de deux tiers de toutes les dépenses en immobilisations dans le secteur des entreprises et trois quarts des dépenses en recherche-développement, alors que les dépenses agrégées par les entreprises étrangères dépassent celles des multinationales canadiennes.

Voici quelques sources d'information :

[Le Quotidien — Activités des entreprises multinationales au Canada et à l'étranger, 2021 \(données réelles\) et 2022 \(données provisoires\) \(statcan.gc.ca\)](#)

Sénatrice Ringuette

Pourquoi les entreprises canadiennes investissent-elles moins que leurs homologues américaines en capitaux propres et en capital humain? Pouvez-vous fournir une interprétation de ces faits et de ces données? Pouvez-vous nous indiquer ces empêchements?

Recherches de Statistique Canada sur l'insuffisance de l'investissement

Les niveaux d'investissement réels des entreprises au Canada ne se sont pas entièrement rétablis du choc du prix du pétrole au milieu des années 2010 alors que les dépenses en immobilisations sur l'énergie ont chuté brusquement. Les dépenses actuelles des entreprises en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel, mesurées sur la base du volume, sont encore inférieures de 18 % aux niveaux record déclarés en 2014. Au fil du temps, le montant d'investissement par travailleur a diminué au Canada, ce qui a entraîné des répercussions sur la productivité du travail.

Une nouvelle recherche de Statistique Canada a examiné les sources à l'origine de la faiblesse des dépenses en immobilisations au moyen de données au niveau des entreprises. Elles révèlent que le ralentissement des investissements au Canada s'explique en partie par la diminution de la concurrence et le changement au profit des actifs incorporels qui ne sont pas encore pris en compte dans les estimations des investissements. L'investissement par travailleur a diminué de 20 % de 2006 à 2021, et la diminution de l'investissement par travailleur a été plus importante dans les entreprises de grande taille et de taille moyenne, ainsi que dans les entreprises sous contrôle étranger.

La faiblesse des dépenses en immobilisations du Canada après 2006 a aussi accompagné un changement dans la composition de l'investissement vers des actifs incorporels, et ce changement au profit des actifs incorporels a été plus prononcé parmi les grandes entreprises et les entreprises sous contrôle étranger.

Les recherches menées par l'organisme ont aussi mis en évidence un autre facteur qui pourrait nuire à l'investissement au Canada : la hausse progressive de la réglementation sur les activités commerciales. Notre programme sur la productivité, en partenariat avec Transports Canada et KPMG, a récemment mesuré la lente augmentation du fardeau de la réglementation sur les entreprises. Il montre que les exigences ont augmenté de 40 % au cours des 15 dernières années, ce qui a eu une incidence négative sur la production et la croissance de la productivité.

Notes supplémentaires :

- Statistique Canada ne recueille pas des renseignements macroéconomiques sur les obstacles à l'investissement qui pourraient être utilisés pour soutenir les comparaisons internationales.
- Les données sur les technologies de pointe sont tirées de l'Enquête sur les technologies de pointe, mais il serait difficile de faire des comparaisons transfrontalières en raison du manque de données comparables dans d'autres pays.
- Statistique Canada mesure les dépenses en recherche-développement (un composant de l'investissement total) pour l'ensemble de l'économie canadienne, couvrant les dépenses par les entreprises, le secteur de l'enseignement supérieur, les gouvernements et le secteur à but non lucratif. Sur une base macroéconomique, l'intensité de la recherche-développement (R-D) au Canada (dépenses en R-D/PIB) en 2021 était de 1,86 % comparativement à la moyenne de 2,72 % de l'OCDE et de 3,46 % aux États-Unis. Si l'on se concentre sur l'activité du secteur des entreprises, l'intensité de la R-D au Canada (dépenses en R-D/recettes des entreprises) était de 2,5 % comparativement à 4,6 % pour les États-Unis en 2021. Statistique Canada peut désagréger davantage l'intensité de la R-D des entreprises par industrie (SCIAN) pour le Canada et la comparer aux dépenses aux États-Unis, et fournir des données sur la R-D selon la taille de l'entreprise, et si l'entreprise est sous contrôle canadien ou sous contrôle étranger.
- Statistique Canada recueille des données sur les obstacles à l'innovation (introduire de nouveaux processus dans les opérations commerciales ou mettre de nouveaux produits sur le marché) et aux dépenses sur certaines technologies de pointe. Les données suivantes sont tirées de l'Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, pour l'année de référence 2019.

Entreprises (%) ayant déclaré des obstacles à l'innovation	2019
	Pourcentage
Au moins un obstacle à l'innovation	50,5
Manque de compétences, obstacle à l'innovation	29,7
Incertitude et risque, obstacle à l'innovation	29,3
Taille du marché, obstacle à l'innovation	19,0
Financement interne, obstacle à l'innovation	15,6
Financement externe, obstacle à l'innovation	12,2

Politique en matière de réglementation ou de concurrence, obstacle à l'innovation	11,5
Recherche et conclusion d'ententes avec des collaborateurs externes, obstacle à l'innovation	7,2
Autres obstacles à l'innovation	6,3
Protection de la propriété intellectuelle, obstacle à l'innovation	4,0

- Les données suivantes tirées de l'Enquête sur les technologies de pointe (2022) dressent la liste des obstacles à l'adoption de technologies de pointe. Les technologies de pointe comprennent l'intelligence artificielle, la robotique, la géomatique, la biotechnologie, les technologies propres et les technologies avancées de fabrication et de traitement. Les entreprises au Canada ont investi 6 milliards de dollars en technologies de pointe entre 2020 et 2022.

Obstacles à l'adoption des technologies de pointe déclarés par les entreprises qui ont adopté au moins une technologie de pointe et celles qui n'ont pas adopté de technologies de pointe		
	Entreprises ayant adopté de technologies de pointe	Entreprises n'ayant pas adopté de technologies de pointe
	%	%
Difficulté à recruter du personnel qualifié	51,5	36,7
Difficulté à déterminer dans quelle mesure les nouvelles technologies auront une incidence positive sur l'entreprise	39,8	29,5
Difficulté à intégrer les nouvelles technologies de pointe aux systèmes, aux normes et aux processus existants	39,7	34,7
Manque de formation des employés	39,5	30,0
Faible rendement des investissements ou longue période de récupération de l'investissement	39,4	40,6
Défis liés à l'identification des technologies appropriées	36,8	30,3
Assurer la sécurité et la confidentialité des données	35,3	22,0
Résistance aux changements de la part des employés	33,3	26,8

Difficulté à accéder à du soutien financier	30,2	32,8
Perturbation de la production pour l'intégration de nouvelles technologies	27,8	27,2
Contraintes ou incertitudes réglementaires	25,9	18,4
Difficulté à accéder à du soutien non financier	24,5	28,0
Décisions prises ailleurs dans l'organisation et non au sein de l'entreprise elle-même	21,8	15,5
Résistance des consommateurs	18,6	20,2